

La procédure de destitution contre Dilma Rousseff fait-elle partie d’un plan pour la prédominance globale ?

**Le 17 avril 2016 les deux tiers de la chambre des députés brésilienne ont voté pour le lancement d’une procédure de destitution contre la présidente actuelle Dilma Rousseff. Si à la mi-mai le sénat s’y joint également, Rousseff sera destituée de ses fonctions officielles pour 180 jours au maximum. Après ce délai, le sénat devrait voter pour une destitution définitive de Dilma Rousseff. Sinon elle réintégrera ses fonctions.**

Le 17 avril 2016 les deux tiers de la chambre des députés brésilienne ont voté pour le lancement d’une procédure de destitution contre la présidente actuelle Dilma Rousseff. Si à la mi-mai le sénat s’y joint également, Rousseff sera destituée de ses fonctions officielles pour 180 jours au maximum. Après ce délai, le sénat devrait voter pour une destitution définitive de Dilma Rousseff. Sinon elle réintégrera ses fonctions.
Dilma Rousseff est accusée de corruption. Ses adversaires lui reprochent par ailleurs d’avoir embelli la situation financière de l’Etat pour améliorer ses chances avant les dernières élections.
Mais rien n’a pu être prouvé. Le politologue brésilien João Feres Júnior dit à ce sujet, je cite : « L’ironie de la procédure de destitution, c’est qu’il n’existe rien contre la présidente. Alors que ceux qui veulent se débarrasser d’elle sont impliqués dans des scandales de corruption. C’est comme si des voleurs jugeaient une innocente. »
La force motrice de la procédure de destitution est Eduardo Cunha, président de la chambre des députés. Ulrich Achermann, correspondant de la radio suisse pour l’Amérique du Sud, dit à son sujet, je cite : « Eduardo Cunha est un criminel. Son nom surgit régulièrement en lien avec des versements de pots-de-vin. Il possédait six comptes secrets en Suisse et une procédure pénale est en cours contre lui. »
La première réaction de Dilma Rousseff face au vote a été de se montrer combative et elle a désigné la procédure de ses adversaires comme étant un nouveau « coup d’Etat ». Le vote serait une « Violence contre la vérité, contre la démocratie et contre la prédominance démocratique du droit. »
Pourrait-il vraiment s’agir d’un « coup d’Etat » et qu’est-ce qui se cache derrière la procédure de destitution ? Pour répondre à cette question, il est intéressant de jeter un regard sur les liens de cause à effet plus larges de la politique mondiale.
Le journaliste américain Paul Craig Roberts, sous-secrétaire du Trésor sous le gouvernement Reagan dans les années 1981 à 1989, voit la procédure de destitution contre Dilma Rousseff comme faisant partie de l’agenda américain néo-conservateur. D’après Paul Roberts l’idéologie néo-conservatrice, qui n’a rien à voir avec les valeurs conservatrices, est la « prédominance américaine sur le monde ».
Avoir la prédominance sur le monde signifie « soumettre les autres, y compris la Russie et la Chine ». Je cite Paul Roberts : « C’est pourquoi les néo-conservateurs poussent les Etats-Unis et l’Europe de l’ouest dans un conflit avec la Russie et la Chine ». Roberts croit que tous les problèmes dans ce qu’on appelle les Etats BRICS – le Brésil, la Russie, l’Inde, la Chine et l’Afrique du Sud – sont amenés de manière ciblée par Washington, pour au final affaiblir la Russie. Ce qui se passe au Brésil est une tentative pour arrêter les principaux politiciens du parti réformiste, le parti des travailleurs sociaux-démocrates du centre.
Lula da Silva, le prédécesseur de Rousseff, a été touché en premier et maintenant c’est elle-même. Citation de Paul Roberts : « Et ceci est notre œuvre (c’est-à-dire de Washington). Nous essayons de nous débarrasser des partis politiques brésiliens qui ont amené le Brésil dans le BRICS, c’est-à-dire dans une alliance avec la Russie, la Chine et l’Inde. »
Pour rappel : Cinq des plus grands Etats BRICS totalisent 40% de la population et presque 25% de la puissance économique. La présidente du Brésil Dilma Rousseff a annoncé une coopération renforcée avec Moscou lors du 7e sommet des Etats BRICS en Juillet 2015. Face aux sanctions des Etats-Unis et de l’UE contre Moscou, l’Etat sud-américain exporte de plus en plus de produits agricoles vers la Russie. De plus, Dilma Rousseff souligne l’importance de la « Nouvelle banque de développement », New Development Bank, NDB, qui a été créée lors de ce sommet. La NDB a aussi été établie comme alternative aux institutions « Banque Mondiale et FMI » dominés par l’Ouest et doit donc aussi introduire la fin de la domination du dollar. Cette stratégie de guerre économique manifeste des Etats-Unis, qui consiste à mettre sous pression la Russie par le biais des marchés financiers dominés par l’Occident, serait alors plus difficile à appliquer.

La présidente brésilienne Dilma Rousseff n’est pas le seul chef d’Etat qui a tout à coup dû faire face à un combat pour le pouvoir en politique intérieure et qui doit être destitué par tous les moyens. Cela a aussi été le sort de nombreux autres chefs d’Etat dont le gouvernement a une attitude amicale envers la Russie ou bien s’est engagé dans une coopération politique et économique plus étroite avec la Russie. Ce lien de cause à effet ne peut quasiment pas être nié. Souvenons-nous du coup d’Etat sanglant contre le président ukrainien Viktor Ianoukovitch en 2014 ou des efforts pour destituer par tous les moyens le président syrien Bachar al-Assad, et également des tentatives à l’encontre du président du Venezuela Nicolás Maduro.

Continuez de suivre cette piste du renforcement de la prédominance globale américaine à travers l’affaiblissement de la Russie. Vus sous cet angle, des événements de politique intérieure tels que la procédure de destitution contre Dilma Rousseff deviennent alors plus clairs. Bonsoir.

**de Daniel D.**

**Sources:**

.

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.